



41^e
CONGRÈS

MONTREUIL - 30 NOVEMBRE AU 02 DÉCEMBRE 2020
DE LA CONVERGENCE À LA VICTOIRE

RAPPORT DE CLÔTURE DU 41^{ÈME} CONGRÈS FNIC

Chers camarades,

Nous sommes parvenus au terme de cet exercice inédit que constitue un congrès par visio-conférence. Les décisions nécessaires ont été prises, les votes ont été validés de manière certifiée, c'était une sécurité nécessaire pour qu'aucun de nos adversaires ne puisse venir contester leurs résultats.

Je remercie au nom de tous, l'énergie et l'engagement des camarades et des prestataires, qui ont réalisé l'exploit d'organiser en si peu de temps ce congrès visio, je l'ai dit au début, c'est inédit pour notre Fédération, mais aussi dans la CGT. Je remercie aussi les membres du personnel de la FNIC-CGT qui ont participé à la réalisation de ce congrès. Comme d'habitude, j'oserai dire, notre Fédération s'est montrée à la hauteur des enjeux de la période.

Pour cause d'interdiction administrative sous prétexte de confinement, si nous avons été privés de débats interactifs directs et d'un congrès physique, nous avons quand même atteint nos objectifs, à savoir :

- nous avons validé l'activité de la 40^{ème} mandature et très largement estimé qu'elle était conforme à la feuille de route que le congrès avait fixée au Barcarès,
- nous avons renouvelé notre direction fédérale, le Comité Exécutif Fédéral à quasiment 50 %, un chiffre habituel lui aussi, ce qui montre la vitalité de notre organisation,
- nous avons adapté nos statuts en lien avec les besoins de notre Fédération de syndicats.

Bien entendu, nous nous sommes également collectivement engagés à tenir rapidement un congrès extraordinaire, si possible en 2021, de manière à débattre, en interactif, pour ré-impulser nos orientations, en particulier, sur les questions de mixité, de formation, de renforcement, mais aussi de projet de société.

Ce congrès extraordinaire aura nécessairement une dimension internationale importante.

Sur la question de la mixité, on peut émettre le regret que la direction fédérale comprenne si peu de militantes, une proportion moindre que celle de nos syndiquées, qui sont déjà sous-représentées dans notre organisation au regard de ce qu'elles représentent dans nos champs professionnels. Et ceci, même si on tient compte des taux de syndicalisation dans les différentes branches professionnelles. Si notre syndicat n'est pas attirant pour les travailleuses, nous devons en chercher les causes en nous-mêmes, et non en faux-prétextes. La défection des femmes dans notre syndicalisme, c'est la marque d'une défection générale de tous les travailleurs, et cela doit nous interpeler sur notre fonctionnement, notamment quand on sait, et l'histoire sociale l'a démontré constamment de manière éclatante, qu'aucun processus révolutionnaire ne s'est jamais déroulé sans une place prépondérante des femmes dans ce processus.

Notre renforcement tient sa condition dans un subtil mélange :

- d'abord de luttes, car c'est dans les luttes que la syndicalisation progresse, les luttes sont des moments où la CGT est vue comme utile aux travailleurs,
- de prise en compte au quotidien de la diversité du salariat, je veux parler de toutes les catégories de salariés, ouvriers et employés, techniciens et ingénieurs, tous exploités, mais aussi des travailleurs sous-traitants, intérimaires et précaires, qu'on oublie parfois et que d'autres syndicats que la CGT méprisent,
- et d'orientations radicales, car ce sont ces orientations qui portent des perspectives de réels changements, bien loin des aménagements à la marge du capitalisme qui brisent nos vies.



MONTREUIL – 30 NOVEMBRE AU 02 DÉCEMBRE 2020
DE LA CONVERGENCE À LA VICTOIRE

De notre responsabilité à montrer une CGT utile au quotidien, et en même temps, utile non seulement pour rêver à un autre monde que celui du fric, mais utile et agissante pour mettre en place le processus qui rende réel ce rêve.

Pour obtenir ce renforcement, gage d'un rapport de forces irrésistible, les militants de la FNIC-CGT doivent être à l'aise pour aller à la rencontre des salariés, de manière à les convaincre que la CGT est leur organisation. Mais cette aisance n'est pas innée, elle s'acquiert par la formation syndicale. Il ne faut pas se considérer formé une fois pour toutes quand on est à la FNIC-CGT, nous avons tous et toutes besoin de formation permanente. C'est un axe politique majeur pour notre syndicalisme de luttes, une question de survie, car ce n'est pas avec les modules de formation confédéraux, qui font la promotion d'une activité syndicale massivement orientée vers l'institutionnel, que nous serons de véritables militants de la FNIC-CGT, des militants de la double besogne, à savoir la satisfaction des revendications immédiates dans un processus visant à abattre le capital.

- ◆ Ce 41^e congrès s'est tenu dans un contexte totalement inédit à plusieurs titres.
- ◆ Après toute une année 2019, d'irruption des gilets jaunes, travailleurs, jeunes et retraités sur la scène sociale, en dehors de notre CGT.
- ◆ Après 3 mois d'une mobilisation sans précédent en France, dans les entreprises et un certain nombre de secteurs structurants ou emblématiques, contre la réforme des retraites.
- ◆ Au cœur d'une tempête médiatique et d'opinions là aussi inédites, marquées par la fabrication d'une psychose mondiale envers la maladie infectieuse de la covid-19. Car, encore une fois, si ce virus fait peur, c'est seulement au regard de notre système de santé calamiteux.

◆ Et dans le contexte d'une crise financière caractérisée, non pas par l'impact de cette pandémie, mais par le maintien d'un système économique qui nécessite pour perdurer, une destruction massive et récurrente de ressources naturelles et de richesses issues du travail.

Y compris sur cette maladie, son épidémiologie, une analyse éclairée montre que notre société est d'abord et avant toute autre chose dominée par sa structuration en classes sociales et par les rapports de production capitaliste.

L'origine chinoise du virus, son impact sur la production industrielle qui se trouve concentrée dans ce pays, n'a jamais fait l'objet d'un questionnement sur les conséquences de la division mondiale du travail telle qu'elle a été mise en place par le capitalisme.

Au contraire, alors que Trump, souvenons-nous, interdisait le 11 mars la circulation aérienne entre l'Europe et les USA, il rectifiait en toute précipitation le lendemain par un tweet, que cette mesure ne concernait que les personnes et surtout pas les marchandises. Interdire l'échange marchand, quelle bévue pour Trump à qui ses conseillers ont dû rappeler les fondamentaux.

Nous avons dit que notre lutte était celle du temps long. Notre lutte n'est en effet pas limitée à gagner sur la réforme des retraites, qui est le point d'entrée des patrons, donc du gouvernement, de la fin de notre Sécurité sociale, imposée à la classe dominante les armes à la main en 1945. Cette lutte va au-delà de contrer la loi de sécurité globale, au-delà des augmentations de salaire, de la diminution du temps de travail, du 100 % Sécu, etc.

Notre lutte, je l'ai dit, est celle de la double besogne, celle qui consiste à toujours placer la satisfaction de la revendication immédiate, dans un processus révolutionnaire de changement de société. L'une ne va pas sans l'autre, sinon, nous ne sommes pas la CGT.

Ne satisfaire que la revendication immédiate, c'est se contenter de réformer la situation, dans l'entreprise comme dans le pays, c'est transformer notre but de changer de société en « souhait innocent » selon l'expression de Lénine.

Notre syndicalisme de transformation sociale porte une dimension politique, il ne faut pas en avoir honte, il faut au contraire en être fier. Oui, nous faisons de la politique, non pas au sens politicien, mais au sens noble du terme.

Quand on lutte contre les licenciements, on remet en cause le droit divin de l'employeur à décider de faire ce qu'il veut dans son entreprise, on remet en cause le droit de propriété lucrative, donc on fait de la politique.

Quand on considère que des secteurs entiers, comme l'industrie du médicament, ne doivent pas être soumis à l'arbitraire des actionnaires, notamment en matière de recherche et d'investissements, et qu'on avance la nécessité d'un contrôle public, d'une nationalisation de ce secteur crucial pour notre pays et ses habitants, oui, on fait de la politique.

Quand on fait grève pour imposer par le rapport de forces une revendication pour les travailleurs, mettons une augmentation de salaires, par le « fait » et non par le droit, c'est-à-dire par le consensus ou l'accord négocié, on remet en cause l'Etat de droit capitaliste, et on fait de la politique.

Ceux qui nous disent que nous sommes trop politiques, sont ceux qui veulent nous faire rentrer à la niche des syndicats qui se bornent à négocier les miettes qui sont prévues comme négociables par nos employeurs ou par le gouvernement. Nous ne voulons pas le moins pire pour les travailleurs, nous ne voulons pas le meilleur, nous voulons tout. Tout nous appartient, ce que nous produisons bien sûr, mais ce qui nous appartient aussi, c'est pourquoi et comment nous le produisons, c'est aussi la marche générale de la société, que nous ne devons déléguer à aucune élite auto-proclamée, mais assumer en direct.

Nous pouvons le faire. Quand la Sécurité sociale a été mise en place, le prochain dossier de la Voix des Industries Chimiques le montrera à partir d'un travail réalisé par notre Collectif d'histoire sociale, ce ne sont pas des lois, des décrets ou des professionnels qui ont agi pour la réalisation de ce grand projet. Avec Ambroise Croizat, ministre ouvrier aux commandes, ce sont des milliers de militants qui ont monté de toutes pièces les caisses de Sécurité sociale dans chaque localité, les agences, les méthodes de recouvrement, qui ont défini les besoins et donc, les postes à pourvoir. Les bourgeois ont regardé cette construction sans rien faire, mais sans rien pouvoir empêcher. Nous avons pris notre destin en main.

Cette période, ce n'est pas au Moyen-âge, c'est il y a 75 ans, c'est hier, dans un pays dévasté par la guerre, une situation bien pire qu'aujourd'hui. Alors, cet esprit de socialisme, nous devons le retrouver déjà dans nos cœurs, avant de l'insuffler dans celui de nos camarades de travail qui nous entourent.

L'année qui vient est lourde de ces enjeux. Nous devons nous ré-emparer de notre destin, nous devons porter de perspectives fortes aux travailleurs. Car si nous ne le faisons pas, les seuls à leur donner des perspectives, même si elles sont d'une toute autre nature, ce sont les forces de l'extrême-droite, avec le spectre de 2022 à l'horizon.

La FNIC-CGT ne fait pas passer la ligne de l'inacceptable entre l'extrême-droite et le reste de l'échiquier politique, nous l'avons déjà dit, alors pour éviter de redire en 2022, « ni peste, ni cholera », nous devons agir maintenant. Il nous faut combattre toutes les formes de divisions qui sont à la base de la montée de la violence dans la société, les ostracismes, la désignation de boucs émissaires, qui n'ont pour effet que la perpétuation du modèle capitaliste.

Je suis convaincu que ce sont par des perspectives politiques et syndicales lisibles, claires et pour tout dire, radicales, que passera le renforcement de notre CGT, et l'efficacité de son action.

Nous sommes entrés dans une nouvelle période historique faite de risques et d'opportunités. Le contexte, est celui d'une guerre des classes.

Il nous faut organiser la résistance sur une base de classe face au tsunami social et économique. Outre les licenciements et la remise en cause de notre système social, nous vivons une vaste restructuration de la société française en phase avec l'intégration européenne et la mondialisation capitaliste. L'objectif c'est de se débarrasser tout ce qui est obsolète et qui ne correspond pas aux nouveaux créneaux sur lesquels la guerre économique, commerciale, financière est en train d'avoir lieu, avant que cela soit la guerre tout court. Les travailleurs sont en état de légitime défense. La critique du système est forte, elle peut l'être plus encore. Le choix de société devient la question centrale.

Politiquement aucune force n'est en mesure, ni en termes de stratégie, ni de contenu du programme politique, de proposer une véritable alternative. Celle-ci ne peut être qu'une rupture avec le système dominant.

Syndicalement, en France, ce n'est plus la CGT qui assure le leadership, mais une centrale syndicale à 4 lettres dont je tairai le nom. Le syndicalisme, en général, n'est même plus réformiste, il verse directement dans la collaboration de classes, un syndicalisme à qui n'est plus dévolu qu'une fonction de service.

Il n'y a pas d'autre choix que de s'écarter de cette vision qui conduit à une impasse. Il faut travailler à mettre en échec l'impuissance et cette orientation de collaboration de classes qui désarme le mouvement ouvrier, et qui conduit chacun à se replier sur sa boutique, son entreprise, sa profession, sa Fédération.

Il nous faut construire un cadre contribuant à répondre aux attentes réelles de nombreux syndicats et militants, plaçant chacun devant ses responsabilités. Il faut travailler sur un programme qui pourrait servir de base pour discuter dans les syndicats et avec les travailleurs.

Nous n'avons pas le choix si toutefois nous voulons conserver en France une organisation syndicale qui fonde son action sur des principes de classes, ce qui doit aussi aller de pair avec une force politique.

Dans ce sens, les 500 000 manifestants contre la loi de sécurité globale samedi dernier montrent que le monde du travail conserve une réactivité. De même, les luttes des travailleurs d'entreprises visées par des licenciements doivent servir de points d'appui, comme par exemple les TUI qui proposent une convergence de luttes le samedi 23 janvier, en se rappelant que ce qui fera plier la bourgeoisie. Ce ne sera pas des manifestations le samedi comme l'a montré la longue et vaine bataille des gilets jaunes, mais c'est l'arrêt de l'économie, donc de la machine à profits, au moyen de la grève.

C'est le sens de la réunion des boîtes en lutte programmée le 10 décembre à Montreuil qui doit servir de point d'appui à toutes nos forces pour organiser la riposte générale. C'est enfin le sens de la motion adoptée par le congrès tout à l'heure.

Cela a été dit lors des conclusions des Assises de Martignes le 30 octobre, la période est celle de grands bouleversements, d'accélération et de clarifications politiques. Nous vivons un cataclysme social, économique, culturel, politique, environnemental. Il s'agit d'une évolution à hauts risques mais qui est aussi faite d'opportunités.

Ce que nous devons construire doit amener l'élévation du rapport de forces global dans la société, à partir d'un rapport de forces exprimé dans les boîtes. La bataille des idées en constitue la base, la stratégie des luttes en est le moyen. Cette démarche est obligatoirement articulée avec le champ politique, ce n'est pas un retour en arrière vers une CGT fantasmée, c'est ce qu'il nous faut faire aujourd'hui car cela correspond à la situation d'aujourd'hui. Ce n'est pas une démarche dogmatique mais une démarche pragmatique.

A l'opposé de tout corporatisme, nous devons être et rester les promoteurs de l'unité dans la CGT, à l'opposé du syndicalisme rassemblé qui, lui, a pour résultat un corporatisme dont le caractère unitaire avec les autres organisations syndicales est à géométrie variable suivant les professions. L'unité d'action dans la CGT, c'est forcément un projet politique interprofessionnel, et cela signifie aussi l'unité des travailleurs, sans confondre la convergence des luttes sur un projet de société, et la coïncidence des luttes, qui se situent au même moment, mais sur des objectifs différents, chacun dans son entreprise ou dans sa corporation.

Cette démarche est celle d'une CGT unitaire, elle vise à l'unité des travailleurs et non l'addition de sigles syndicaux qui ressemble trop souvent au mariage de la carpe et du lapin.

Notre Fédération a ainsi cette double tâche d'être utile à ses syndicats, sans pour autant devenir une fédération de services, et d'être utile à tous les travailleurs en étant partie prenante d'un renouveau interprofessionnel qui doit retrouver les bases et les valeurs de la CGT.

Avec un Comité Exécutif Fédéral renouvelé, la tâche qui nous attend est ambitieuse et comme toujours, toutes les forces nécessaires

seront engagées pour que notre grand Fédération se situe au cœur des enjeux et des combats qui se situent devant nous. Les militants qui la composent sont, vous êtes, les acteurs directs de ce défi permanent, construire au quotidien notre organisation faite de fraternité et sororité, d'engagement sans concession, de luttes, une organisation qui connaît sa force.

La direction fédérale, le secrétariat que j'aurais l'honneur et la charge d'animer pour un second mandat, est en permanence porté et soutenu par cette force de nos syndicats, ce qui nous donnera, j'en suis certain, la volonté de nous surpasser pour une activité soutenue, une bataille des idées de haut niveau et surtout, des luttes, des luttes.

La FNIC-CGT est plus que jamais une Fédération de lutte de classes. Nous serons de tous les combats avec au cœur, la conviction de nos victoires.

Vive notre CGT de masse et de lutte de classes.

Vive la FSM.

Vive la FNIC-CGT.

